

L'entrepreneuriat numérique comme levier d'insertion socioprofessionnelle des jeunes dans la ville de Bobo-Dioulasso

SAWADOGO Arcadius

*Université Catholique de l'Afrique l'Ouest-Unité Universitaire à
Bobo-Dioulasso (UCAO-UUB), Burkina Faso*

arcadiussawadogo@hotmail.com

Tel : + 226 70 26 54 49

Résumé

Cette étude analyse l'entrepreneuriat numérique comme stratégie d'insertion socioprofessionnelle des jeunes à Bobo-Dioulasso, dans un contexte de raréfaction de l'emploi formel. Elle vise à identifier les motivations des jeunes entrepreneurs numériques tout en évaluant les effets de leurs activités sur leurs conditions de vie. S'appuyant sur une approche mixte, questionnaires et entretiens, les résultats révèlent que la passion, la quête d'autonomie financière et les difficultés d'accès à l'emploi constituent les principaux ressorts de cet engagement. Si ces activités permettent de générer des revenus et de construire des réseaux professionnels, l'insertion demeure précaire en raison des contraintes de financement, d'équipement, de connectivité et de formation. L'étude plaide pour des politiques d'accompagnement ciblées.

Mots-clés : *entrepreneuriat numérique, jeunes, stratégie, insertion socioprofessionnelle, Bobo-Dioulasso.*

Abstract

This study examines digital entrepreneurship as a socioprofessional integration strategy for youth in Bobo-Dioulasso, against a backdrop of shrinking formal employment opportunities. It seeks to identify the motivations driving young digital entrepreneurs and to assess the effects of their activities on their living conditions. Drawing on a mixed-methods approach, questionnaires and interviews, the findings reveal that passion, the pursuit of financial autonomy, and limited access to formal employment are the primary drivers of this engagement. While these activities enable participants to generate income and build professional networks, integration remains precarious due to constraints related to financing,

equipment, connectivity, and training. The study calls for targeted support policies.

Keywords: *digital entrepreneurship, youth, strategy, socioprofessional integration, Bobo-Dioulasso.*

Introduction

Le chômage des jeunes représente l'un des défis les plus préoccupants du développement socioéconomique en Afrique subsaharienne. De nombreux travaux scientifiques se sont penchés sur la question de l'employabilité des jeunes ainsi que sur les mutations induites par l'essor du numérique dans les sociétés contemporaines.

Les recherches de la Banque mondiale (2014), de l'Organisation Internationale du Travail (2020) et de Dialla (2015) attestent que les jeunes des pays africains se heurtent à d'importantes difficultés d'insertion socioprofessionnelle, caractérisées par l'étroitesse des débouchés dans le secteur formel, la progression du chômage et du sous-emploi, ainsi que la surreprésentation des jeunes dans l'économie informelle. Le rapport de la Banque mondiale (Filmer & Fox, 2014) souligne en particulier que la croissance démographique soutenue des pays subsahariens génère chaque année plusieurs millions de nouveaux arrivants sur le marché du travail, alors que le secteur moderne salarié demeure structurellement incapable d'absorber cette main-d'œuvre, même dans les scénarios de croissance économique les plus favorables. Cette inadéquation structurelle entre l'offre et la demande d'emploi conduit la majorité des jeunes africains vers des formes d'activité non salariées, notamment au sein d'entreprises familiales ou d'activités informelles autonomes.

Cette situation d'attente prolongée face à l'emploi a été théorisée par Honwana (2012) à travers le concept de « *waithood* », qui désigne cette période intermédiaire et indéfinie durant laquelle les jeunes, ne pouvant plus compter sur le

soutien familial mais n'accédant pas non plus aux marqueurs classiques de l'âge adulte (emploi stable, autonomie financière, fondation d'un foyer), développent des stratégies de débrouille pour gérer cette incertitude existentielle. Cette notion permet d'éclairer sous un jour nouveau les pratiques d'entrepreneuriat numérique observées chez les jeunes, qui peuvent être lues non comme une simple solution économique, mais comme une manière de négocier activement cette phase prolongée d'attente sociale. Dans un contexte similaire, Dialla (2015) souligne les particularités du marché de l'emploi burkinabè, caractérisé par une capacité d'absorption limitée du secteur formel et par un secteur informel qui représente en réalité l'essentiel des opportunités pour les jeunes cherchant à s'insérer dans le monde du travail. Face à cette réalité, bon nombre d'entre eux élaborent des stratégies alternatives pour assurer leur subsistance et améliorer leurs conditions d'existence.

Par ailleurs, plusieurs chercheurs ont analysé les transformations engendrées par le développement des technologies numériques, transformations qui redéfinissent en profondeur les conditions d'accès à l'activité économique pour les jeunes générations africaines. Les travaux pionniers d'Aker et Mbiti (2010) sur la diffusion de la téléphonie mobile en Afrique subsaharienne ont montré que cette technologie, en réduisant drastiquement les coûts de communication, a permis aux individus et aux petites entreprises d'accéder plus rapidement et à moindre coût à l'information sur les marchés, les prix et les opportunités économiques, avec des effets mesurables sur l'efficacité des marchés agricoles et du travail. Cette dynamique a ouvert la voie aux analyses plus récentes de Huet (2018), qui soutient que le numérique constitue un levier majeur de mutation économique en Afrique, à travers le concept de « saut technologique » (leapfrogging), selon lequel certains pays africains contournent les étapes intermédiaires du développement technologique pour adopter directement des

solutions numériques avancées, en particulier dans les domaines de la téléphonie mobile et des paiements électroniques. Ces technologies élargissent ainsi l'accès à l'information, à la communication et aux activités marchandes, ouvrant des perspectives nouvelles d'insertion économique pour des populations jusque-là exclues des circuits formels.

Dans la même direction, Rieffel (2019) et Balle et Joux (2019) démontrent que les médias numériques ont radicalement modifié les modalités de communication, les relations sociales et les usages économiques. Ils ont, en particulier, œuvré à éliminer divers obstacles conventionnels à l'entrepreneuriat, tels que la nécessité de posséder un local commercial physique ou de commencer avec un capital substantiel. Ces auteurs démontrent que les plateformes digitales offrent désormais aux personnes la possibilité de promouvoir des produits, de diffuser des contenus et de créer des entreprises en ligne, avec un niveau d'indépendance et de flexibilité inédit.

Bien que les travaux de référence s'accordent à reconnaître que le numérique offre aux jeunes de nouvelles opportunités entrepreneuriales en abaissant les barrières d'accès aux marchés (Okomen Tsague, 2021 ; Allechi, 2018 ; Cardon, 2019), ils souffrent d'une double insuffisance : les études consacrées à l'emploi des jeunes laissent de côté les usages économiques du numérique, tandis que celles portant sur le numérique restent cantonnées à une échelle macrosociale, déconnectée des réalités vécues par les acteurs. Ce déficit analytique se révèle particulièrement marqué dans le contexte burkinabè, et à Bobo-Dioulasso en particulier, où les jeunes, confrontés à la rareté des emplois formels et à la précarité du marché du travail, investissent massivement les plateformes numériques comme voie d'autonomisation économique.

C'est dans ce contexte que se formule la question centrale de cette recherche : l'entrepreneuriat numérique constitue-t-il,

pour les jeunes de Bobo-Dioulasso, un véritable vecteur d'insertion socioprofessionnelle, ou ne relève-t-il que d'une stratégie d'adaptation face aux défaillances structurelles du marché du travail formel ? La présente étude se fixe pour objectif de déterminer dans quelle mesure l'entrepreneuriat numérique constitue un véritable vecteur d'insertion socioprofessionnelle pour cette catégorie de population, et pose comme hypothèse principale que l'entrepreneuriat numérique s'apparente avant tout à une réponse adaptative des jeunes face au chômage et à la précarité qui caractérisent le marché de l'emploi.

Trois théories complémentaires sont utilisées dans le cadre de l'analyse. L'approche de l'appropriation technologique (Proulx, 2005) éclaire la relation des jeunes avec l'instrument numérique, allant de la compétence technique aux applications créatives entrepreneuriales. Selon la théorie des usages et gratifications (Katz, Blumler et Gurevitch, 1974), ces choix sont influencés par leurs motivations : revenus, visibilité, autonomie, palliation des limites d'un emploi traditionnel. La théorie des sociétés en réseau (Castells, 1998 ; 2001) remet finalement ces pratiques dans un cadre structurel dans lequel l'accès aux ressources dépend désormais autant de la place occupée dans les réseaux numériques que du capital matériel. Ces théories, combinées, facilitent l'étude de la participation de l'entrepreneuriat numérique à l'intégration socioprofessionnelle des jeunes à Bobo-Dioulasso.

Le présent article s'organise autour de trois axes : la méthodologie, qui présente la démarche de recherche adoptée, les résultats, qui exposent les principaux constats de l'étude, et la discussion, qui les analyse à la lumière du cadre théorique et des travaux antérieurs.

1. Méthodologie

1.1. Présentation de la zone d'étude

Bobo-Dioulasso, deuxième ville du Burkina Faso avec environ 1,12 million d'habitants (INSD, 2019), est la capitale économique du pays. Sa population, majoritairement jeune, fait face à un chômage structurel : chaque année, de nombreux diplômés se heurtent à l'inaccessibilité du secteur formel, favorisant le recours aux activités informelles.

Dans ce contexte, l'entrepreneuriat numérique s'impose comme une stratégie d'adaptation. L'essor des TIC, la présence d'opérateurs de téléphonie mobile (Orange Burkina Faso, Moov Africa, Telecel Faso) et la diffusion des réseaux sociaux (Facebook, WhatsApp, TikTok) ont transformé les pratiques économiques. Les jeunes s'engagent dans des activités telles que le commerce en ligne, le marketing numérique, la gestion de communautés et la production de contenus. La présence d'établissements d'enseignement supérieur et de centres de formation renforce la dynamique locale, faisant de Bobo-Dioulasso un terrain d'étude pertinent pour analyser la contribution de l'entrepreneuriat numérique à l'insertion socioprofessionnelle des jeunes.

1.2. Choix des personnes interviewées

La population cible de cette étude est constituée de jeunes âgés de 18 à 35 ans, tranche correspondant à la définition institutionnelle de la jeunesse au Burkina Faso (Ministère des Sports de la Jeunesse et de l'Emploi, 2020), résidant à Bobo-Dioulasso et exerçant une activité numérique génératrice de revenus à travers la vente en ligne, le community management, le marketing digital et le graphisme.

L'échantillon, constitué par un échantillonnage raisonné, comprend 30 enquêtés répondant aux critères définis, parmi lesquels 8 ont été sélectionnés pour des entretiens semi-

directifs visant à recueillir des données qualitatives approfondies sur leurs parcours, motivations, difficultés et stratégies d'adaptation. Si cet échantillon ne prétend pas représenter exhaustivement l'ensemble des entrepreneurs numériques de la ville, il offre néanmoins des données fiables et exploitables pour une analyse pertinente.

1.3. Méthode, techniques et outils de collecte des données

La présente recherche mobilise un dispositif méthodologique mixte, articulant volets quantitatif et qualitatif, dans une logique de complémentarité visant à appréhender le phénomène étudié sous ses dimensions à la fois mesurable et expérientielle.

Le volet quantitatif s'est appuyé sur un questionnaire combinant questions fermées et semi-ouvertes, soumis à un échantillon de 30 jeunes enquêtés. Cet outil, administré face à face, a permis de saisir les caractéristiques sociodémographiques des enquêtés, la configuration de leurs activités numériques, l'état de leurs revenus ainsi que les contraintes rencontrées dans l'exercice de ces activités.

Le volet qualitatif, quant à lui, a reposé sur un guide d'entretien semi-directif mené auprès de 8 jeunes entrepreneurs, choisis de manière à refléter une diversité de parcours et de situations. Cette démarche visait à recueillir, en profondeur, leurs expériences vécues, les ressorts de leur engagement dans l'entrepreneuriat numérique, ainsi que les stratégies mises en place pour faire face au chômage. La flexibilité propre à l'entretien semi-directif a permis de garder un cadre thématique tout en laissant émerger des éléments de discours imprévus, contribuant ainsi à une compréhension plus fine des logiques d'action des enquêtés.

La mise en regard de ces deux types de données, chiffrées et discursives, a permis d'obtenir une lecture du phénomène à la

fois quantitativement représentative et qualitativement nuancée.

1.4. Traitement des données

Les données quantitatives issues du questionnaire ont été codifiées puis analysées à l'aide de tableaux statistiques afin de dégager les caractéristiques des enquêtés. Les données qualitatives issues des entretiens ont, quant à elles, été transcrites et soumises à une analyse thématique, permettant d'identifier les perceptions et expériences des jeunes relativement à l'entrepreneuriat numérique. La combinaison des deux types de données a offert une compréhension plus approfondie du phénomène étudié.

1.5. Aspects éthiques

Cette recherche s'est conformée aux exigences éthiques fondamentales. Ainsi, les participants ont été préalablement informés des objectifs de l'étude et ont exprimé leur consentement éclairé, tout en conservant la liberté de se retirer à tout moment de la démarche. Par ailleurs, l'anonymat et la confidentialité des données recueillies ont été rigoureusement respectés. Les données n'ont été exploitées qu'à des fins strictement scientifiques.

L'ensemble de ce dispositif méthodologique, rigoureusement mis en œuvre, a permis de collecter des données fiables et pertinentes, dont l'analyse a conduit aux résultats présentés dans la section suivante.

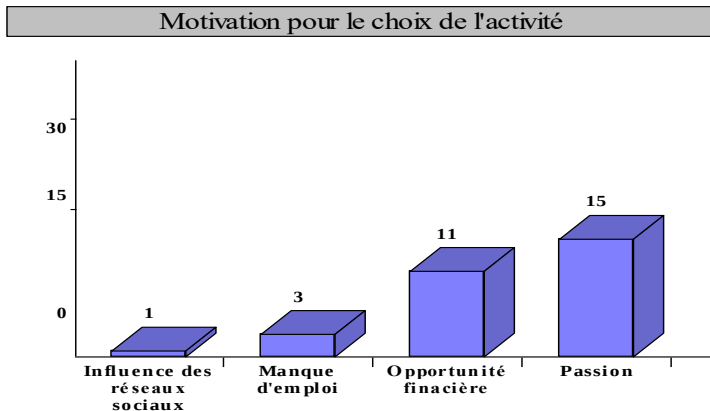
2. Résultats

2.1. Les motivations favorisant l'engagement des jeunes dans l'entrepreneuriat numérique

Les résultats de l'enquête montrent que plusieurs facteurs motivent les jeunes à s'engager dans l'entrepreneuriat

numérique à Bobo-Dioulasso. L'enquête quantitative, selon la figure 1, révèle que sur les 30 personnes interrogées, 15 affirment s'être engagées dans une activité numérique par passion, 11 évoquent les opportunités financières qu'offre le numérique, tandis que 3 enquêtés citent le manque d'emploi. Une seule personne interrogée affirme avoir été influencée par les réseaux sociaux. L'analyse des résultats met en évidence une hiérarchisation des motivations à l'engagement numérique : la passion se positionne comme le facteur prépondérant, devançant les opportunités financières qui occupent le second rang, tandis que le manque d'emploi et l'influence des réseaux sociaux apparaissent comme des déterminants secondaires. Ces résultats attestent que l'investissement des jeunes dans les activités numériques procède à la fois de motivations intrinsèques et de logiques économiques.

Figure 1: Répartition des enquêtés selon les motivations du choix de l'activité



Source : Résultats d'enquêtes de terrain, avril 2026

Les entretiens permettent de mieux comprendre ces motivations. Plusieurs enquêtés expliquent qu'en tant

qu'étudiants, il leur est difficile de dépendre entièrement de leurs parents. À ce propos, un enquêté affirme : « *En étant étudiant, ce n'est pas facile de toujours demander de l'argent aux parents. Avec mon activité en ligne, je peux payer certaines de mes dépenses moi-même.* » (E3, entretien réalisé le 23/04/2026). Dans le même sens, un autre enquêté déclare : « *À notre âge, c'est important de pouvoir se prendre en charge sans dépendre totalement des parents* » (E5, entretien réalisé le 30/04/2026). Certains participants évoquent également le manque d'opportunités professionnelles adaptées à leur situation. Un enquêté explique : « *On nous propose souvent des stages, mais la plupart ne sont pas rémunérés. Donc, on préfère chercher des activités sur internet pour avoir un peu de revenus* » (E8, entretien réalisé le 01/05/2026).

Par ailleurs, certains jeunes s'engagent dans les activités numériques par passion pour certains domaines, notamment la restauration ou la création de contenus. Une enquêtée affirme : « *J'aime beaucoup la cuisine. J'ai commencé à publier mes repas sur les réseaux sociaux et progressivement les gens ont commencé à me contacter pour des commandes* » (E4, entretien réalisé le 24/04/2026).

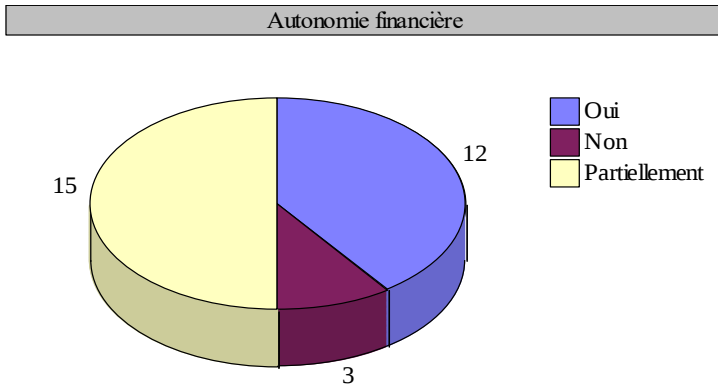
Il apparaît que ces facteurs motivationnels, à l'origine de l'engagement des jeunes dans l'entrepreneuriat numérique, ne sont pas dénués d'effets sur les modalités de leur insertion socioprofessionnelle.

2.2. Les effets de l'entrepreneuriat numérique sur l'insertion socioprofessionnelle des jeunes

L'analyse des données recueillies montre que l'entrepreneuriat numérique joue un rôle important dans l'insertion socioprofessionnelle des jeunes à Bobo-Dioulasso. Les activités numériques constituent pour plusieurs enquêtés une source de revenus et un moyen de renforcer progressivement leur autonomie économique.

L'enquête quantitative menée auprès de 30 personnes met en évidence une autonomie financière contrastée : 40 % des enquêtés (12 personnes) s'estiment financièrement autonomes, 50 % (15 personnes) jugent cette autonomie partielle, et 10 % (3 personnes) considèrent que leurs activités ne leur permettent pas d'atteindre une telle autonomie.

Figure 2: Répartition des enquêtés selon l'autonomie financière



Source : Résultats d'enquêtes de terrain, avril 2026

La figure 2 montre que la majorité des enquêtés considèrent que les activités numériques contribuent partiellement à leur autonomie financière. Les revenus générés permettent ainsi de couvrir certaines dépenses personnelles sans garantir une indépendance totale.

Ce constat quantitatif trouve un écho dans les propos recueillis lors des entretiens qualitatifs. L'un des enquêtés témoigne en ces termes : « *Avec mon activité en ligne, je peux gagner jusqu'à 40 000 francs CFA par semaine* » (E5, entretien réalisé le 30/04/2026), illustrant ainsi le potentiel de revenu associé aux activités numériques. Cette logique de complémentarité se

retrouve également dans le témoignage d'un autre enquêté, pour qui les activités numériques permettent de subvenir à des dépenses courantes, tout en poursuivant un cursus académique : *« Même si on va à l'école, on essaie quand même de faire des activités en ligne pour avoir un petit quelque chose qui peut compléter nos dépenses, comme l'essence ou certains besoins personnels »* (E1, entretien réalisé le 23/04/2026).

Par ailleurs, les entretiens révèlent que les activités numériques favorisent l'émergence de collaborations entre jeunes entrepreneurs évoluant dans des secteurs d'activité complémentaires. Une enquêtée illustre cette dynamique en ces termes : *« Quand les clients passent les commandes en ligne, je contacte un jeune qui fait des livraisons pour qu'il m'aide à envoyer les plats aux clients »* (E4, entretien réalisé le 24/04/2026). Cette logique partenariale est également corroborée par un autre enquêté, qui précise : *« Avec les livraisons, je travaille avec plusieurs restaurants de la ville parce qu'ils me contactent souvent pour envoyer les commandes aux clients »* (E6, entretien réalisé le 30/04/2026). De telles collaborations participent ainsi à la constitution de réseaux professionnels entre jeunes entrepreneurs, favorisant une forme de mutualisation des compétences et des ressources.

Par ailleurs, au-delà de cette dimension collaborative, l'entrepreneuriat numérique est perçu par plusieurs enquêtés comme une alternative face à la pénurie d'emplois. Une enquêtée soutient ainsi : *« Je pense que l'entrepreneuriat numérique peut beaucoup réduire le chômage des jeunes parce que c'est ce que beaucoup font actuellement pour oublier que c'est compliqué »* (E7, entretien réalisé le 30/04/2026).

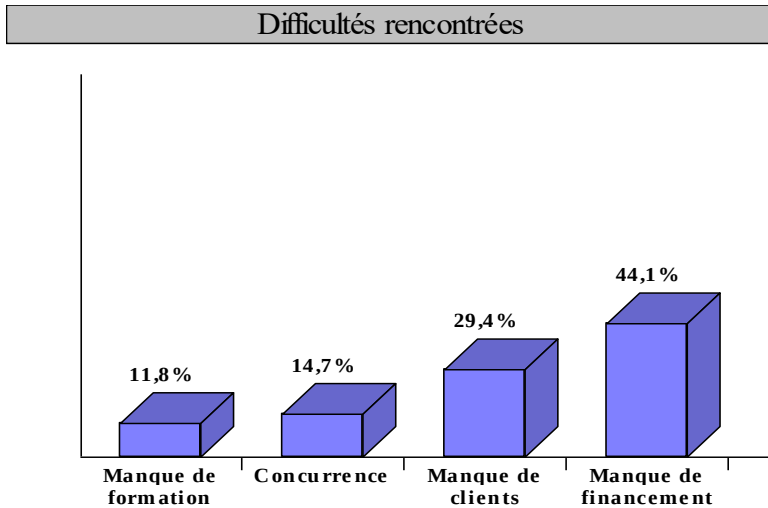
Toutefois, en dépit de ces opportunités, le développement des activités numériques demeure entravé par plusieurs difficultés, notamment l'accès limité aux équipements numériques, les contraintes de financement et l'instabilité de la connexion

internet. Cette situation met en lumière certaines limites structurelles de l'écosystème numérique local à Bobo-Dioulasso. Une enquêtrice résume cette contrainte en ces termes : « *Il faut forcément avoir un ordinateur et avoir également accès à la connexion, car cela est très primordial* » (E8, entretien réalisé le 01/05/2026).

Ces obstacles d'ordre matériel et infrastructurel s'accompagnent en outre de difficultés d'ordre relationnel et concurrentiel. En effet, les participants évoquent également le manque de confiance de certains clients envers les activités en ligne. Un enquêté explique à ce propos : « *Comme c'est en ligne, certaines personnes ne font pas facilement confiance. Elles hésitent souvent à envoyer l'argent avant de recevoir la commande* » (E1, entretien réalisé le 23/04/2026). À cette méfiance s'ajoute une concurrence accrue entre acteurs du secteur, que plusieurs enquêtés soulignent comme une contrainte significative. Un participant affirme ainsi : « *Quand les gens voient que l'activité marche pour une personne, beaucoup se lancent dedans pour essayer aussi de gagner de l'argent* » (E2, entretien réalisé le 23/04/2026).

Ces difficultés relevées par l'enquête qualitative trouvent par ailleurs un écho dans les données quantitatives, qui mettent également en évidence les principales difficultés rencontrées par les enquêtés.

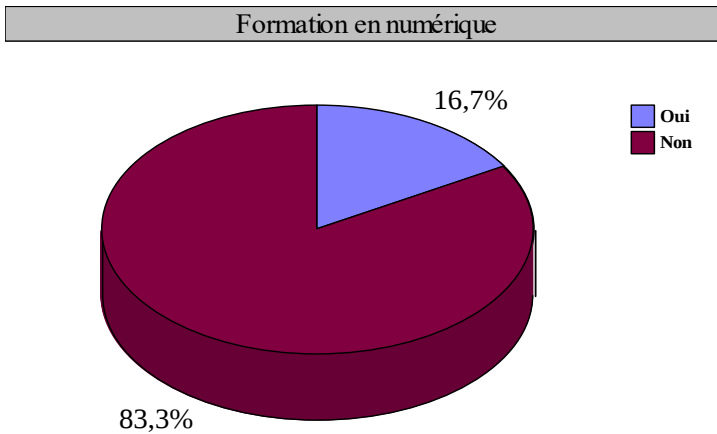
Figure 3: Répartition des enquêtés selon les difficultés rencontrées



Source : Résultats d'enquêtes de terrain, avril 2026

La figure 3 ci-dessus met en évidence le manque de financement comme principale difficulté rencontrée par les enquêtés, suivi du manque de clients, de la concurrence et du manque de formation. Ce dernier point trouve d'ailleurs un écho dans le constat selon lequel plusieurs jeunes exercent leurs activités sans avoir bénéficié d'une formation spécifique dans le domaine du numérique.

Figure 4: Répartition des enquêtés selon le bénéfice d'une formation en numérique



Source : Résultats d'enquêtes de terrain, avril 2026

La figure 4 met en évidence une nette disparité en matière d'accès à la formation numérique : 83,3 % des enquêtés (25 personnes) n'ont reçu aucune formation en numérique, contre seulement 16,7 % (5 personnes) ayant bénéficié d'un tel encadrement. Ces résultats témoignent ainsi du caractère largement autodidacte du développement des activités numériques chez les jeunes.

L'analyse des résultats montre ainsi que si l'entrepreneuriat numérique constitue une opportunité importante pour plusieurs jeunes, ces derniers demeurent confrontés à diverses contraintes structurelles, économiques et techniques.

Au-delà de la question des revenus et des collaborations, les résultats mettent en lumière la place prépondérante qu'occupent les outils numériques et les réseaux sociaux dans le développement des activités entrepreneuriales des jeunes à

Bobo-Dioulasso. Selon les participants, le téléphone portable facilite une communication rapide avec la clientèle ainsi qu'une gestion efficace des commandes en ligne. Un enquêté souligne à cet égard : « *Avec le téléphone, les échanges sont plus rapides. Ce n'est pas comme le bouche-à-oreille qui prend plus de temps* » (E6, entretien réalisé le 30/04/2026).

Dans le prolongement de cette dynamique, les enquêtés affirment recourir principalement à des plateformes telles que WhatsApp, TikTok et, dans une moindre mesure, Facebook, afin de publier des vidéos, diffuser des informations et présenter leurs produits ou services. Certains d'entre eux précisent qu'ils utilisent fréquemment Facebook pour assurer la promotion de leurs activités, tout en associant un numéro WhatsApp destiné à faciliter les échanges directs avec la clientèle. C'est ce que souligne une enquêtée en ces termes : « *J'utilise plus WhatsApp et TikTok. Sur ces plateformes-là, il suffit juste de publier les vidéos et les clients peuvent rapidement voir et commander* » (E8, entretien réalisé le 01/05/2026).

Les participants relèvent par ailleurs que les publications sur les réseaux sociaux permettent de toucher un public considérablement élargi. Un enquêté explique ainsi : « *Quand on publie les vidéos sur les réseaux sociaux, ce n'est pas une seule personne qui voit. Beaucoup de personnes peuvent voir et nous contacter* » (E7, entretien réalisé le 30/04/2026).

Ces résultats mettent en évidence le rôle des réseaux sociaux dans la visibilité et la diffusion des activités entrepreneuriales portées par les jeunes. Ils constitueront le socle empirique à partir duquel sera engagée la discussion, en les mettant en perspective avec les travaux antérieurs mobilisés dans la littérature ainsi qu'avec le cadre théorique retenu pour la présente étude.

3. Discussion

3.1. L'entrepreneuriat numérique comme stratégie d'adaptation face aux difficultés d'insertion professionnelle

Les résultats de notre étude montrent que plusieurs jeunes s'engagent dans l'entrepreneuriat numérique afin de faire face aux difficultés d'insertion professionnelle à Bobo-Dioulasso. Les enquêtés évoquent principalement la recherche d'autonomie financière, la volonté de subvenir à certains besoins personnels ainsi que les difficultés d'accès à un emploi stable. Plusieurs enquêtés déclarent également exercer des activités numériques parallèlement aux études afin de disposer de revenus complémentaires. Ces résultats corroborent ainsi les constats établis par la Banque mondiale (2014), qui met en évidence les difficultés structurelles auxquelles se heurtent les jeunes africains sur le marché du travail, celui-ci se caractérisant par un chômage élevé, un sous-emploi persistant et une offre insuffisante d'emplois dans l'économie formelle. Face à cette situation, une grande partie des jeunes développe des activités économiques autonomes dans le secteur informel afin de générer des revenus et de faire face aux difficultés économiques. Cette réalité apparaît également dans notre étude où plusieurs enquêtés considèrent les activités numériques comme des opportunités leur permettant de répondre à certaines dépenses personnelles et de réduire leur dépendance économique vis-à-vis des parents.

Cette dynamique s'inscrit plus largement dans ce que Galland (2011) qualifie d'allongement et de complexification de la jeunesse, période caractérisée par des transitions de plus en plus incertaines entre le système éducatif et le marché du travail. Dans ce contexte, les jeunes ne subissent pas passivement leur situation ; ils déploient au contraire des ressources propres et des stratégies d'adaptation qui témoignent d'une réelle capacité d'agir face aux contraintes structurelles.

L'entrepreneuriat numérique relève précisément de cette logique d'agentivité, telle que la conçoit Sen (2000), en tant qu'exercice de la liberté substantielle permettant aux individus de construire eux-mêmes les conditions de leur propre insertion économique.

Les résultats obtenus peuvent également être mis en perspective avec les analyses de Demazière (2003, 2006) qui souligne que le chômage ne se réduit pas à une simple absence d'emploi, mais constitue également une expérience sociale marquée par l'incertitude, la précarité et les difficultés d'intégration professionnelle, conduisant les individus à élaborer diverses stratégies d'adaptation. Les trajectoires des jeunes se caractérisent ainsi fréquemment par des parcours discontinus, combinant études, petites activités et expériences entrepreneuriales, comme en témoignent plusieurs enquêtés qui cumulent le statut d'étudiant et celui d'entrepreneur numérique afin de stabiliser progressivement leur situation économique. Cette réalité fait par ailleurs écho aux travaux de Zunigo (2008) qui met en évidence le fait que les jeunes en situation de vulnérabilité professionnelle développent des formes d'entrepreneuriat de nécessité, non par vocation première, mais comme réponse pragmatique à l'absence d'alternatives viables au sein de l'économie formelle.

Par ailleurs, les résultats de cette recherche rejoignent les analyses d'Assogba (2007), qui montre que les jeunes africains évoluent dans un contexte marqué par des difficultés économiques, sociales et professionnelles qui influencent fortement leurs trajectoires d'insertion. Face à ces contraintes, plusieurs jeunes développent des initiatives personnelles afin de rechercher une autonomie économique et sociale. Cette réalité apparaît dans notre étude à travers les discours des enquêtés qui affirment exercer des activités numériques pour assurer certaines dépenses quotidiennes telles que le transport, la connexion internet ou d'autres besoins personnels. À cet

égard, Touré (2015) souligne que, dans les villes intermédiaires d'Afrique de l'Ouest, les jeunes ont développé une forte capacité à mobiliser les ressources disponibles dans leur environnement immédiat pour construire des trajectoires d'insertion alternatives, en dehors des voies institutionnelles classiques.

Cette capacité de mobilisation ne saurait toutefois se réduire à une simple réponse aux difficultés d'emploi ; elle traduit également une dimension proactive de l'engagement des jeunes. En effet, certains enquêtés déclarent s'investir dans les activités numériques par passion ou en raison des opportunités qu'offre le numérique. Ces résultats peuvent ainsi être rapprochés des analyses de Fayolle (2005) pour qui l'entrepreneuriat renvoie à une dynamique d'initiative individuelle à travers laquelle les acteurs cherchent à identifier et à exploiter des opportunités économiques afin de créer de la valeur.

Dans le même sens, Cardon (2019) insiste sur le fait que le numérique constitue un espace d'expression et d'expérimentation particulièrement propice aux logiques d'initiative individuelle, dans la mesure où il abaisse considérablement les barrières à l'entrée et permet à des acteurs aux ressources limitées de développer des activités économiques à partir de compétences acquises de manière autodidacte ou informelle.

Les résultats de l'étude peuvent enfin être mis en relation avec les analyses de Teko Tedongmo (2017) qui considère l'entrepreneuriat comme un phénomène social s'inscrivant dans un contexte économique et culturel particulier. Il montre que dans les contextes africains, marqués par les difficultés économiques et par la faiblesse du salariat, les initiatives entrepreneuriales apparaissent souvent comme des stratégies d'adaptation et de survie économique. Cette perspective rejoint

les résultats de notre étude dans la mesure où plusieurs jeunes interrogés perçoivent l'entrepreneuriat numérique comme une solution face aux difficultés d'insertion professionnelle. Castells (2001), quant à lui, rappelle que l'économie en réseau reconfigure en profondeur les formes d'organisation du travail et d'accès aux marchés, ouvrant de nouvelles possibilités d'action économique pour des acteurs jusque-là marginalisés par les structures productives traditionnelles. C'est précisément dans cette recomposition des possibles que les jeunes entrepreneurs numériques de Bobo-Dioulasso trouvent les ressorts de leur engagement.

Ainsi, les résultats de cette étude montrent que l'entrepreneuriat numérique constitue, pour plusieurs jeunes de Bobo-Dioulasso, une stratégie d'adaptation face aux difficultés d'accès à l'emploi et aux contraintes socioéconomiques, les réseaux sociaux s'y révélant comme un vecteur déterminant de cette dynamique, tant par leur capacité à élargir la visibilité des activités que par leur rôle dans la fidélisation de la clientèle.

3.2. Le rôle des réseaux sociaux dans le développement des activités entrepreneuriales

Les données recueillies sur le terrain montrent que les technologies numériques occupent une place importante dans le développement des activités entrepreneuriales des jeunes à Bobo-Dioulasso. Les enquêtés affirment principalement que les réseaux sociaux facilitent la promotion de leurs activités, les échanges avec les clients ainsi que la gestion des commandes. Plusieurs participants déclarent utiliser des applications telles que WhatsApp ou TikTok pour publier des contenus, recevoir des commandes et communiquer rapidement avec leur clientèle. Pour plusieurs jeunes interrogés, le téléphone portable constitue aujourd'hui un outil de travail accessible qui permet de mener des activités entrepreneuriales avec peu de moyens matériels. Les observations tirées de cette recherche

font écho aux analyses élaborées par Chéneau-Loquay (2004), soulignant que les technologies de l'information et de la communication contribuent de plus en plus à la mutation des pratiques économiques et sociales en Afrique. Sa recherche met particulièrement l'accent sur le fait que les outils digitaux favorisent la diffusion de l'information, la communication et l'émergence de nouvelles formes de travail adaptées aux réalités locales. Notre étude met clairement en évidence cette évolution, dans la mesure où une part importante des enquêtés perçoit le smartphone et l'accès à Internet comme des leviers indispensables au développement de leurs activités. Ces résultats peuvent également être éclairés par les apports de la sociologie des usages, en particulier les travaux de Proulx (2015), pour qui l'appropriation d'une technologie ne se réduit jamais à sa simple utilisation technique, mais constitue un processus par lequel les individus et les groupes se forgent des marges d'autonomie et d'action dans leur environnement social. Cette perspective permet de comprendre pourquoi le téléphone portable, initialement conçu comme un outil de communication interpersonnelle, devient ici un véritable instrument de travail détourné et réinvesti par les jeunes entrepreneurs pour répondre à des besoins économiques concrets, dans un contexte où l'accès aux ressources matérielles classiques de l'entreprise demeure limité.

Les données du terrain mettent également en évidence l'importance des réseaux sociaux dans la visibilité des activités entrepreneuriales. Plusieurs enquêtés estiment que les vidéos, publications et contenus diffusés sur les plateformes numériques permettent d'atteindre un grand nombre de personnes en peu de temps. Les jeunes interrogés considèrent ainsi les réseaux sociaux comme des espaces favorisant l'élargissement de leur clientèle et la promotion rapide de leurs services. Cette réalité fait écho aux travaux de Cardon (2019) qui montre que les plateformes numériques reposent sur une

logique de visibilité dans laquelle les individus rendent leurs activités accessibles à un large public grâce aux publications et aux interactions numériques. Cette analyse apparaît également dans notre étude où plusieurs enquêtés considèrent les réseaux sociaux comme des moyens efficaces pour faire connaître leurs activités et attirer la clientèle. Dans le même sens, Beuscart et al. (2019) montrent que les usages d'internet transforment les formes d'interactions sociales et économiques. Les auteurs mettent notamment en évidence le développement de nouvelles formes de mise en relation, de coordination et de circulation des services grâce aux plateformes numériques. Cette logique apparaît également dans notre étude à travers les collaborations développées entre certains jeunes entrepreneurs. Certains enquêtés expliquent, par exemple, qu'ils collaborent avec d'autres acteurs proposant des services de livraison afin de faciliter les commandes effectuées en ligne.

Cette dynamique de mise en réseau peut être analysée à la lumière des travaux fondateurs de Granovetter (1973) selon lesquels les connexions sociales peu denses et peu intenses jouent paradoxalement un rôle déterminant dans la circulation de l'information et l'accès à de nouvelles opportunités économiques. Les réseaux sociaux numériques, en multipliant les contacts occasionnels et les mises en relation entre acteurs auparavant disjoints, semblent ainsi démultiplier ce potentiel décrit par Granovetter, en permettant aux jeunes entrepreneurs de Bobo-Dioulasso de constituer rapidement des réseaux de clientèle et de partenariat qui, dans un contexte non numérique, auraient nécessité un temps et des ressources sociales beaucoup plus importants.

De plus, les analyses de Balle et Joux (2019) permettent également d'éclairer les résultats obtenus. Les auteurs soulignent que les médias numériques favorisent une diffusion rapide de l'information et offrent la possibilité d'atteindre un public plus large. Cette réalité apparaît dans les discours des

enquêtés qui considèrent que les réseaux sociaux facilitent la communication autour de leurs activités et augmentent leurs chances d'attirer de nouveaux clients. Ces observations rejoignent les travaux de Okomen Tsague (2021), qui montre que le numérique est devenu un levier majeur pour l'entrepreneuriat des jeunes en Afrique, en facilitant leur communication, leur visibilité et leur accès aux marchés, tout en réduisant les coûts de démarrage. Cela signifie qu'un smartphone et une connexion internet suffisant souvent à lancer une activité. Notre étude confirme cette tendance car plusieurs enquêtés perçoivent les outils numériques comme des moyens simples et accessibles pour entreprendre.

Ainsi, les résultats de cette étude montrent que les technologies numériques et les réseaux sociaux jouent un rôle important dans le développement des activités entrepreneuriales des jeunes à travers la facilitation de la communication, l'amélioration de la visibilité des activités ainsi que l'élargissement progressif de la clientèle. Cette dynamique s'inscrit dans un mouvement plus large d'appropriation sociale des outils numériques par des acteurs économiques disposant de ressources limitées, qui transforment des technologies génériques en véritables leviers d'insertion professionnelle et de mise en réseau économique.

3.3. Les limites et contraintes de l'entrepreneuriat numérique chez les jeunes

Malgré les opportunités qu'offre l'entrepreneuriat numérique, les résultats de notre étude montrent que les jeunes rencontrent également plusieurs difficultés dans le développement de leurs activités. Les données recueillies révèlent principalement des problèmes liés au manque de moyens matériels, à l'insuffisance de formation, à la concurrence sur les réseaux sociaux, à l'instabilité des revenus ainsi qu'au manque de confiance de certains clients envers les activités menées en ligne. Les enquêtés soulignent notamment que l'accès aux outils

numériques reste parfois difficile. Certains participants affirment que la connexion internet constitue une contrainte importante dans le développement de leurs activités, tandis que d'autres évoquent le manque d'équipements adéquats tels que l'ordinateur ou certains accessoires numériques. Cette situation renvoie aux analyses développées par Chéneau-Loquay (2004) qui montre que, malgré l'expansion des technologies de l'information et de la communication en Afrique, les inégalités d'accès aux équipements et aux infrastructures numériques demeurent importantes. Elle souligne notamment que les contraintes techniques et économiques limitent parfois les possibilités d'utilisation des outils numériques dans plusieurs contextes africains. Cette réalité apparaît également dans notre étude où certains jeunes considèrent les difficultés d'accès aux équipements numériques comme des obstacles au développement de leurs activités.

Cette fracture matérielle peut également être interprétée à la lumière des travaux de Bourdieu (1979) sur les formes de capital. La possession d'un capital économique suffisant conditionne, en effet, l'accès aux équipements numériques, tandis que la maîtrise des usages renvoie à un capital culturel et technique inégalement distribué. Ainsi, l'entrepreneuriat numérique, loin de constituer un espace neutre d'opportunités, reproduit certaines inégalités préexistantes entre les jeunes selon leurs ressources initiales.

Les données quantitatives montrent également que la majorité des enquêtés n'a pas bénéficié d'une formation dans le domaine du numérique. Cette situation peut être mise en relation avec les analyses de Okomen Tsague (2021) qui souligne que le développement de l'entrepreneuriat numérique chez les jeunes africains reste confronté à plusieurs contraintes, notamment le manque de compétences techniques et l'insuffisance de formation spécialisée dans le domaine du numérique. L'auteur insiste sur le fait que l'absence de maîtrise suffisante des outils

numériques peut limiter les capacités des jeunes à développer durablement leurs activités entrepreneuriales. Dans le même sens, Huet (2018) montre que le développement du numérique en Afrique ouvre de nombreuses opportunités économiques, mais reste également marqué par plusieurs défis structurels liés à l'accès aux infrastructures, aux compétences numériques et aux ressources technologiques. Cette analyse rejoint les résultats de notre étude dans la mesure où plusieurs enquêtés reconnaissent que les outils numériques facilitent leurs activités, tout en soulignant les difficultés matérielles et techniques auxquelles ils sont confrontés au quotidien.

Les résultats de notre étude mettent aussi en évidence les difficultés liées à la concurrence sur les réseaux sociaux. Plusieurs enquêtés estiment que de nombreuses personnes se lancent aujourd'hui dans les activités numériques dans l'espoir de générer des revenus. Cette situation augmente progressivement la concurrence dans certains domaines d'activités. Certains participants évoquent également le manque de crédibilité des activités menées en ligne, notamment dans le cadre des ventes sur internet, où certains clients hésitent à effectuer des paiements ou doutent parfois de la fiabilité des services proposés. Ces observations rappellent les analyses de Balle et Joux (2019) qui montrent que les espaces numériques favorisent une diffusion rapide des contenus et une forte visibilité des activités, mais exposent également les acteurs à une concurrence importante liée à l'accessibilité des plateformes numériques. Dans cette dynamique, les réseaux sociaux apparaissent à la fois comme des opportunités de visibilité et comme des espaces marqués par une compétition permanente entre les acteurs.

S'agissant plus spécifiquement du déficit de confiance observé dans les transactions en ligne, les travaux de Granovetter (1985) sur l'encastrement social (*embeddedness*) des échanges économiques apportent un éclairage pertinent. L'auteur montre

que toute transaction marchande repose sur un socle de relations sociales et de confiance interpersonnelle, qui fait précisément défaut dans les échanges numériques anonymes ou peu personnalisés. Ce déficit de confiance, observé dans notre étude à travers l'hésitation de certains clients à effectuer des paiements en ligne, illustre ainsi les limites d'un marché numérique encore peu encadré dans des réseaux de confiance solides, contrairement aux formes traditionnelles d'échange fondées sur la proximité et la réputation. Castells (1998) souligne, par ailleurs, que la société en réseau repose sur une logique de flux et d'instantanéité qui tend à affaiblir les médiations sociales habituelles, rendant d'autant plus nécessaire la construction de nouveaux mécanismes de confiance numérique, encore peu développés dans le contexte burkinabè.

Par ailleurs, les résultats montrent que les revenus générés à travers les activités numériques demeurent souvent modestes ou instables. Même si plusieurs enquêtés considèrent que leurs activités leur permettent de couvrir certaines dépenses quotidiennes, peu d'entre eux déclarent disposer de revenus réellement élevés ou stables. Cette situation rejoint les analyses du rapport de l'Organisation Internationale du Travail (2020), qui souligne que les jeunes évoluent fréquemment dans des activités caractérisées par la précarité des revenus et l'instabilité des conditions de travail. Le rapport insiste notamment sur le fait que plusieurs jeunes développent des activités autonomes principalement comme stratégies d'adaptation face aux difficultés du marché de l'emploi.

Cette précarité économique peut également être interprétée à partir des analyses de Mbembe (1985) sur les conditions d'existence de la jeunesse africaine contemporaine, marquées par une expérience prolongée de l'attente et de l'incertitude face à un avenir professionnel difficilement prévisible. Dans cette perspective, l'entrepreneuriat numérique apparaît moins comme

une voie d'émancipation économique assurée que comme une stratégie de débrouille permettant de gérer l'incertitude du quotidien. Cela rejoint aussi les travaux de Diouf (2003), qui montre que les jeunes urbains africains trouvent leurs propres moyens de se débrouiller économiquement, souvent en dehors du cadre formel, face à la raréfaction des emplois salariés classiques.

Les analyses de Youssouf Traoré (2023) permettent également d'éclairer cette réalité. L'auteur montre que les difficultés d'accès à l'emploi des jeunes en milieu urbain au Burkina Faso conduisent plusieurs d'entre eux à s'orienter vers des activités alternatives souvent marquées par une certaine vulnérabilité économique. Cette logique apparaît également dans notre étude où plusieurs jeunes interrogés présentent l'entrepreneuriat numérique comme une activité complémentaire leur permettant de faire face aux dépenses quotidiennes.

Ainsi, malgré les opportunités qu'offre le numérique, l'entrepreneuriat numérique des jeunes reste freiné par le manque d'équipements, de compétences, la concurrence et l'instabilité économique. Il apparaît donc moins comme une solution unique à l'insertion socioprofessionnelle que comme une pratique ambivalente, révélatrice de fragilités structurelles plus larges : inégalités d'accès, méfiance envers les institutions et précarité persistante.

Conclusion

Au terme de cette étude portant sur la contribution de l'entrepreneuriat numérique à l'insertion socioprofessionnelle des jeunes à Bobo-Dioulasso, les résultats obtenus permettent de dégager plusieurs enseignements majeurs.

Il ressort de manière générale que l'entrepreneuriat numérique constitue une voie prometteuse et croissante d'insertion socioprofessionnelle pour les jeunes de Bobo-Dioulasso. Dans

un contexte marqué par la saturation du secteur formel, la faiblesse des opportunités d'emploi salarié et la précarité du marché du travail local, le numérique s'impose progressivement comme une alternative crédible permettant à de nombreux jeunes de générer des revenus, de développer des compétences et de s'affirmer économiquement. Ces résultats confirment l'hypothèse centrale de la recherche : l'entrepreneuriat numérique constitue bien, pour les jeunes de Bobo-Dioulasso, une stratégie d'adaptation face au chômage et à la précarité structurelle. Loin d'être un phénomène marginal ou transitoire, il s'affirme comme une réponse construite et délibérée aux défaillances du marché du travail formel.

Les résultats ont mis en évidence que les jeunes engagés dans des activités numériques, notamment dans le commerce électronique, marketing digital, développement web, création de contenu ou services en ligne, parviennent à améliorer sensiblement leurs conditions de vie et à s'insérer dans le tissu économique local. Le numérique se révèle ainsi un outil de démocratisation de l'entrepreneuriat, en réduisant les barrières traditionnelles à l'entrée, notamment les coûts d'installation et les exigences en infrastructures physiques.

Ces résultats ne doivent pas occulter les contraintes structurelles qui entravent le développement de l'entrepreneuriat numérique à Bobo-Dioulasso : instabilité et coût élevé de la connectivité, difficultés d'accès au financement, insuffisance des formations spécialisées et quasi-absence de structures d'accompagnement adaptées. Autant de freins qui compromettent la viabilité et la pérennité des initiatives des jeunes entrepreneurs numériques.

Ces résultats revêtent en outre une portée sociale et utilitaire certaine, qu'il convient à présent d'examiner.

Sur le plan scientifique, cette étude vise à combler le déficit analytique identifié dans la littérature en articulant deux

champs de recherche jusque-là traités séparément : les études sur l'emploi des jeunes, qui négligent la dimension numérique comme ressource économique, et celles portant sur le numérique, qui restent cantonnées à une échelle macrosociale déconnectée des expériences vécues par les acteurs. En centrant l'analyse sur le contexte spécifique de Bobo-Dioulasso, cette recherche contribue à la sociologie de la communication et des usages en proposant un cadre d'analyse à l'échelle microsociale, susceptible d'éclairer les dynamiques d'appropriation du numérique par les jeunes en situation de précarité socioéconomique. Elle ouvre, par ailleurs, des perspectives pour des recherches comparatives dans d'autres contextes urbains d'Afrique subsaharienne confrontés à des problématiques similaires

Sur le plan de la portée sociale, cette étude met en lumière un phénomène d'émergence silencieuse : celui de jeunes qui, sans attendre les réponses institutionnelles au chômage, se réinventent comme acteurs économiques à travers le numérique. En documentant ces trajectoires d'autonomisation, la recherche contribue à rendre visibles des pratiques économiques encore insuffisamment reconnues dans les politiques publiques, et rappelle que la jeunesse burkinabè n'est pas seulement victime des défaillances structurelles, mais également productrice de solutions innovantes face à ces défis.

Sur le plan utilitaire, les résultats fournissent aux décideurs politiques, aux structures d'accompagnement à l'entrepreneuriat et aux partenaires au développement des éléments concrets d'orientation. Ils plaident pour des politiques publiques ciblées visant à renforcer l'écosystème numérique local : amélioration des infrastructures de connectivité, développement de formations aux compétences numériques, création de mécanismes de financement adaptés aux jeunes entrepreneurs du secteur informel numérique, et mise en place de structures

d'incubation accessibles dans les villes intermédiaires comme Bobo-Dioulasso.

En définitive, si l'entrepreneuriat numérique ne saurait à lui seul résoudre la problématique complexe du chômage des jeunes à Bobo-Dioulasso, il n'en demeure pas moins un levier stratégique incontournable dont le potentiel reste encore largement sous-exploité. Son développement appelle une mobilisation concertée des acteurs publics, privés et de la société civile, en vue de créer un écosystème numérique favorable, inclusif et porteur d'opportunités durables pour la jeunesse burkinabè.

Références bibliographiques

- AKER Jenny C., & MBITI Isaac M., 2010. « Mobile phones and economic development in Africa », *Journal of Economic Perspectives*, 24(3), pp. 207-232.
- ALLECHI D., 2018. « La jeunesse africaine face à l'utilisation des réseaux sociaux et d'internet », : <https://www.village-justice.com>, consulté le 12 février 2026.
- SEN Amartya, 2000. *Un nouveau modèle économique : développement, justice, liberté*. Odile Jacob, Paris
- ASSOGBA Yao, 2007. *La jeunesse en Afrique subsaharienne*, Presses de l'Université Laval, Québec
- BALLE Francis, JOUX Alexandre, (2019). *Médias et sociétés*, 19e édition, LGDJ, Paris
- BANQUE MONDIALE, 2014. *Emploi des jeunes en Afrique subsaharienne*, Banque mondiale, Washington D.C.
- BEUSCART Jean-Samuel *et al.* (2019). *Sociologie d'internet*, Armand Colin, Paris
- BOURDIEU Pierre, 1979. *La distinction : Critique sociale du jugement*, Les Éditions de Minuit, Paris
- CASTELLS Manuel, 1998. *La société en réseaux*, Fayard, Paris

- CASTELLS Manuel, 2001. *La galaxie internet*, Fayard, Paris
- CARDON Dominique, 2019. *Culture numérique*. Presses de Sciences Po, Paris
- CHENEAU-LOQUAY Annie, 2004. *Mondialisation et technologies de la communication en Afrique*, Karthala, Paris
- DEMAZIERE Didier, 2003. *Le chômage, comment peut-on être chômeur ?*, Belin, Paris
- DEMAZIERE Didier, 2006. *Sociologie des chômeurs*, 2^{ème} édition, La Découverte, Paris
- DIALLA Basga Émile, 2015. « Insertion socioprofessionnelle des jeunes en Afrique. », Sciences Sociales, volume 1, numéro 4,
<https://publication.lecames.org/index.php/hum/article/view/484>
 , consulté le 26 février 2026.
- DIOUF Mamadou, 2003. « Engaging postcolonial cultures: African youth and public space », *African Studies Review*, 46(2), pp. 1-12.
- FAYOLLE Alain, 2005. *Introduction à l'Entrepreneuriat*, Dunod, Paris
- FILMER Deon & FOX Louise, 2014. « Youth Employment in Sub-Saharan Africa », World Bank Group,
<https://doi.org/10.1596/978-1-4648-0107-5>
- GALLAND Olivier, 2011. *Sociologie de la jeunesse* (5e éd.), Armand Colin, Paris
- GRANOVETTER Marc, 1973. « The strength of weak ties », *American Journal of Sociology*, 78(6), 1360-1380.
- GRANOVETTER Marc, 1985. « Economic action and social structure: The problem of embeddedness », *American Journal of Sociology*, 91(3), pp. 481-510.
- HONWANA Alcinda, 2012. *The Time of Youth: Work, Social Change, and Politics in Africa*, Kumarian Press, Boulder
- HUET Jean-Michel, (2018). *Le digital en Afrique : les cinq sauts numériques*, Karthala, Paris

- KATZ Elihu, BLUMLER Jay G. , GUREVITCH Michael, 1974. Usages et gratifications,
- MBEMBE Joseph Achille, 1985. *Les jeunes et l'ordre politique en Afrique noire*. L'Harmattan, Paris
- PROULX Serge, 2015. « La sociologie des usages, et après ? », Revue française des sciences de l'information et de la communication, DOI : <https://doi.org/10.4000/rfsic.1230>
- OKOMEN TSAGUE Renaud Etiennis, (2021). « Numérique et développement de l'entrepreneuriat-jeunes au Cameroun », <https://hal.science/hal-03362208v1>, consulté le 28 février 2026.
- ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL, 2020. *Dix ans d'intervention en faveur de l'emploi des jeunes au Burkina Faso*, Bureau international du Travail, Genève
- RIEFFEL Rémy, 2019. *Sociologie des médias*, 4e édition actualisée et augmentée, Ellipses, Paris
- TEDONGMO TEKOU Henri, 2017. *Sociologie de l'entrepreneuriat : Fondements épistémologiques et contingences africaines*, L'Harmattan, Paris
- TRAORE Youssouf, 2023. « Analyse des caractéristiques individuelles du chômage des jeunes en milieu urbain au Burkina Faso : influence du diplôme et de l'âge », in *Revue Française d'Economie et de Gestion*, volume 4, numéro 4, <https://www.revuefreg.fr/index.php/home/article/view/1101>, consulté le 5 mars 2026.
- ZUNIGO Xavier, 2008. « L'apprentissage des possibles professionnels : logiques et effets sociaux (des missions locales pour l'emploi des jeunes) », *Sociétés contemporaines*, n° 70, pp. 115-131.